

Billet d'humeur de la semaine

Véran : un bilan catastrophique

Lors du départ d'un responsable politique, il est toujours utile d'effectuer le bilan de son action à son poste de responsabilité. Olivier Véran, médecin, ancien député socialiste, nouvel élu sous l'étiquette LREM et homme ambitieux, a été nommé ministre de la Santé lors du départ mouvementé d'Agnès Buzyn.

De sa gestion de l'épidémie COVID, on retiendra sa position sur une ligne dure avec l'obligation de vaccination des soignants ainsi que le passe sanitaire puis vaccinal, qui a été finalement progressivement contredite par sa hiérarchie. Mais les soignants déjà sous pression du fait du manque de moyens ont subi sa morgue et son mépris lors de multiples prises de parole ou de visites dans les hôpitaux sous protection policière sans aucune possibilité de l'aborder directement.

On retiendra qu'il est l'homme de ce qu'il a appelé le Ségur de la santé qui devait répondre à l'urgence des difficultés hospitalières. La seule mesure conséquente se limite à de faibles augmentations de salaire et à des primes octroyées seulement à certaines catégories, ce qui a provoqué la colère des nombreux exclus, notamment dans le secteur médico-social, avec de multiples mouvements sociaux.

De fait, il s'agit d'un échec car même les signataires de ce fameux plan sont aujourd'hui très critiques. En effet, alors que l'urgence est l'emploi, aucune mesure concrète n'a été prise dans ce domaine et aujourd'hui le système s'effondre avec la multiplication de fermetures de services par manque de soignants. Pire, les opérations de restructurations avec des suppressions de lits se poursuivent comme si l'épidémie n'avait pas montré que les difficultés de l'hôpital étaient principalement liées aux fermetures massives de lits, associées à un déficit de recrutement. Lui-même médecin hospitalier et sensé bien connaître le problème, il a été sourd aux revendications portées de manière très large par les syndicats, collectifs et associations citoyennes lors du mouvement débuté en 2019 et qui se poursuit aujourd'hui de manière locale avec la multiplication de conflits.

Il est même l'artisan de l'accélération de la mise en place de la loi Ma Santé 2022, notamment avec ce qui est faussement appelé des « hôpitaux de proximité ». Il ne s'agit en fait plus d'hôpitaux car sans service d'urgences ouverts 24h, sur 24, sans maternité et sans chirurgie. Ils sont réduits à de simples centres de consultations avec quelques lits pour les personnes âgées. C'est lui aussi qui avec son collègue médecin et député Thomas Mesnier a mis en place le forfait de passage aux urgences, mesure punitive pour les personnes qui ne sont pas hospitalisées car elles seraient venues soi-disant de manière abusive aux urgences.

Son bilan est donc celui d'un ministre, très bon élève, qui a poursuivi et accéléré la casse de l'hôpital public, marqueur de la politique d'E. Macron. Nous avons rien à attendre d'un futur

ministre nommé par l'actuel président de la République car, quel que soit son profil et sa personnalité, les ministres passent mais les options politiques demeurent.

**Une politique de rupture est une urgence et une nécessité pour notre système de santé.
Pensez-y les 12 et 19 juin !**

Dr Christophe Prudhomme

16 mai 2022